

LE BUDGET PARTICIPATIF

Session spéciale organisée par le PGU Amérique latine

L'an 2003, le 04 décembre, nous, participants à la session spéciale sur le budget participatif, dans le cadre d'Africités 2003 : Citoyens, élus locaux, techniciens urbains, responsables d'organisations communautaires, représentants des programmes internationaux de développement urbain, après avoir écouté les expériences de budget participatif en Amérique latine, dans les villes de Caxias do Sul (Brésil) et Montevideo (Uruguay), et l'expérience de Saint-Denis (France), et celle de Nguediana (Sénégal).

Après avoir analysé les contextes diversifiés du Cameroun et d'autres pays d'Afrique qui font face à d'énormes difficultés en terme de démocratie participative, de planification du développement et de gouvernance locale.

Prenant en compte l'importance et la multiplicité des initiatives citoyennes en réponse à la demande sociale des services de base au sein des collectivités locales.

Affirmant l'importance de développer la coopération décentralisée sud-sud dans la recherche de solutions de base au sein des collectivités locales camerounaises et africaines.

Tenant compte de la volonté des pouvoirs publics africains de mettre en place des politiques de décentralisation au profit des communautés locales.

Formulons les présentes recommandations à l'intention des gouvernements africains, des collectivités locales africaines, des partenaires au développement et des organisations de la société civile africaine :

1

Le budget participatif apparaît comme une solution alternative pour renforcer l'offre des services de base au sein des collectivités locales et donc, à

ce titre, comme un moyen de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des populations.

2

Dans le cadre de la politique de décentralisation, le budget participatif peut-être utilisé comme un outil de planification, de gestion urbaine et de bonne gouvernance, via la participation directe des populations à la co-évaluation des politiques locales.

3

Dans ce sens, les élus locaux et les citoyens s'engagent à se former par l'échange d'expériences avec des élus de collectivités locales latino américaines au sein desquelles le budget participatif est une réalité.

4

Les gouvernements africains doivent prendre en compte dans le cadre des politiques nationales, les attentes des collectivités locales et de leurs habitants, en ce qui concerne le budget participatif.

5

Il n'y a pas de budget participatif sans participation des organisations populaires et des habitants. Le Réseau National des Habitants du Cameroun (RNHC) constitue donc un atout, tout comme d'autres collectifs d'habitants qui naissent un peu partout en Afrique, pour la mise en oeuvre d'un tel processus.

6

Le Programme de Gestion Urbaine (PGU), le PDM et ASSOAL, continuent de soutenir les initiatives concrètes liées au budget participatif et à l'échange d'expériences.